



HAL
open science

Visite aux armées : le cri de la Grande Muette ou le secret mis en scène

Frédéric Lemarchand

► **To cite this version:**

Frédéric Lemarchand. Visite aux armées : le cri de la Grande Muette ou le secret mis en scène. Le secret nucléaire : information et participation citoyenne, Editions universitaires de Dijon, [7 p.], 2014, Sociétés, 978-2-36441-108-1. hal-01929773

HAL Id: hal-01929773

<https://hal.science/hal-01929773>

Submitted on 3 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Visites aux armées : le cri de la « grande muette » ou le secret mis en scène.

Par Frédérick Lemarchand

Nous eûmes l'opportunité de rendre visite aux responsables respectifs de la base navale de Cherbourg et de l'usine d'armement nucléaire de Valduc avec pour objectif de les questionner sur la mise en œuvre du secret défense dans le cadre des relations avec « l'extérieur », c'est-à-dire les salariés non militaires et, surtout, les riverains des installations. Loin des méthodes d'immersion sociologiques durables dans un « terrain », à l'image des sous-marins cherbourgeois, nos visites furent ponctuelles et leur caractère programmatique – mais peut-il en être autrement dans ce type d'installation ? – leur a conféré un caractère évènementiel, voire spectaculaire. Le point de vue « de l'intérieur » que nous nous forgeons sur le secret et sa mise en œuvre part, dans les deux cas, d'une mise en scène délibérément orchestrée par les autorités militaires chargées de nous accueillir. Deux lieux, deux rencontres, deux logiques de dévoilement (et de voilement) très différentes, voire opposées, ont pu nous conduire à dégager des éléments de compréhension complémentaires du sens du secret défense. De la mise en scène pure liée à la visite d'installations secrètes obsolètes à Cherbourg, sans autre forme de récit, au long échange placé sous le signe de la communication mené avec les autorités de Valduc, mais où affleure à plusieurs reprises une parole sur la difficulté à tenir le secret défense, nous tenterons de dégager les principaux éléments de sens issus de ces « micro-dispositifs » qui rendirent possible une rencontre entre « eux », qui détiennent et entretiennent le secret et « nous » qui voulons savoir.

La base navale de Cherbourg

Il faut dire que cette visite était depuis longtemps placée sous le signe de l'incertitude, voire de l'impossibilité, dans la mesure où les autorités militaires locales restèrent sourdentes à notre demande de rendez-vous, malgré d'incessantes relances. Nous dûmes nous résigner à exposer notre problème devant les trois ministères de tutelle concernés (la Défense, l'Industrie et l'Environnement) après quoi nous reçûmes le précieux sésame qui allait enfin nous permettre de faire connaissance avec les lieux et, surtout, les autorités en charge des relations avec le territoire dans lequel s'inscrivent les installations militaires. Cherbourg est l'une des trois bases navales de France métropolitaine avec Brest et Toulon, même si avec le départ de la flottille du Nord (FLONOR), Cherbourg a perdu de son importance de port d'attache. La flottille de la Manche (Flomanche) est désormais dédiée à la surveillance de la Manche et de la mer du Nord. L'arsenal de Cherbourg en revanche, est spécialisé dans la construction de sous-marins lanceurs d'engins à propulsion nucléaire. Face à la baisse des besoins, la Marine a, depuis les années 2000, ouvert l'enceinte de l'arsenal au secteur privé. Elle loue dans la partie nord 50 000 m² de terrain à deux entreprises : le centre de gestion sécurisé d'Euriware (100 employés) et les chantiers navals Ican (170 salariés), spécialisés dans la construction des bateaux de service. Quelle ne fut pas *a priori* notre déception, contrairement à l'accueil qui

nous fut préalablement réservé par le Directeur de l'usine de Valduc (où l'on usine les têtes nucléaires de l'arsenal de dissuasion français), au terme d'une conférence organisée par le Commandant Lenormand, responsable de la Base navale de Cherbourg, c'est-à-dire des deux INBS dédiées respectivement au démantèlement (le Homet) et à la construction des sous-marins (Cachin). A l'issue de trois exposés techniques nous délivrant une information que nous aurions pu trouver sur n'importe quel document présentant les activités du site de Cherbourg, il n'avait été faite aucune référence à l'objet de notre visite, c'est-à-dire la mise en œuvre du secret défense et les éventuelles contradictions qu'il présenterait au regard des demandes d'information adressées aux militaires. Aucune référence ne fut faite à la question de la participation, les exposés se centrant sur la production d'information et ventant notamment les qualités des mesures physiques faites dans l'environnement. Le comble, pour une entrevue avec un groupe de chercheur travaillant sur la démocratie technique et les formes de participation du public, fut qu'aucun temps d'échange ne fut prévu par nos hôtes à l'issue des présentations. Le ton était donné. Ici, on ne pose pas de question, on se contente de recevoir le discours officiel. Nous fûmes donc *illico presto* conduits, sous escorte, à visiter le laboratoire au sein duquel sont réalisées les dosimétries alpha et gamma à partir des échantillons prélevés dans l'environnement. On nous vanta, comme il est usuel dans ce type de démonstration, la qualité du matériel et les prouesses techniques qu'il autorise, c'est-à-dire le meilleur seuil de détection réalisable aujourd'hui. A la question de savoir s'il est bien utile d'abaisser à ce point le seuil on nous répondra : « oui, c'est inutile, mais ça rassure ». Le discours dominant, que l'on peut rapprocher de celui tenu par les responsables du laboratoire de l'usine de retraitement de déchets AREVA que nous eûmes l'occasion de visiter auparavant, consiste à user de toutes les techniques de langages pour minimiser le danger de la radioactivité, pour nier les risques afférents et déplacer la sémantique du technique vers le naturel. Aussi, tout exposé normalement structuré commence par l'inénarrable : « la radioactivité est un phénomène naturel ». S'ensuivent les incontournables « notre corps en contient », « les petites doses », « les seuils de détection sont tellement bas... etc. » que c'est finalement la radioactivité naturelle (notre milieu) voire notre présence d'être radioactifs qui perturbe les mesures. Il apparaîtra, suite à un jeu de questions, que la base navale est en quelque sorte radiologiquement « couverte » par l'usine AREVA qui est placée à son vent à une vingtaine de kilomètres et dont les importants rejets autorisés dans l'environnement, rendent négligeables, en les recouvrant, ceux de l'arsenal.

La caverne du Roule

Quelle ne fut pas notre surprise, puisque le programme de la rencontre était resté *secret*, lorsqu'il nous fut proposé de nous rendre au cœur de la montagne du Roule. C'est ici qu'en 1943 les Allemands creusèrent plusieurs tunnels souterrains et autres accès creusés dans la roche. Une batterie et une partie des tunnels de stockage ont été classés monument historique en 1995, l'autre partie des souterrains étant aménagée en laboratoire de mesure de la radioactivité pour l'École d'application militaire de l'énergie atomique. Il va sans dire que la visite de ce laboratoire présentait d'autant moins d'intérêt que nous venions de voir le même type d'appareils quelques minutes plus tôt, dont la vue ne présentait elle-même qu'un

intérêt limité pour notre questionnement. Mais la visite ne s'arrêta pas là. Une fois passées plusieurs portes imposantes, nous enfonçant au cœur de la montagne, nous finîmes par pénétrer dans une salle qui servit de poste de commandement secret durant la guerre froide. Dans la plus pure esthétique dont s'inspira Stanley Kubrick pour le tournage de Docteur Folamour, les murs arboraient une carte géante noire et orange de l'Europe maritime, faisant face à une rangée de cabines comme celle que l'on utilise pour la traduction. On imagine alors sans peine des hommes en uniforme, coiffés d'imposantes casquettes, poussant sur le mur, à l'aide de longues règles, de petits sous-marins de couleur. Les interrogations sur le sens de cette offre – voire offrande – ne commencèrent qu'au retour, tant était forte la charge esthétique, l'*aura* de ces lieux. De toute évidence on nous avait fait un *don*, on nous avait *offert* au regard un lieu secret, et donc sacré, en faisant bien entendu un compromis. On imagine mal un commandement militaire responsable offrir au premier chercheur venu l'emplacement et le contenu de telles installations si elles avaient encore une haute fonction stratégique. Il s'agissait bien plus en réalité d'un *simulacre* de dévoilement dans une sorte de mise en scène de la transparence. Il va sans dire que si l'armée avait un secret à dévoiler à la société, dont elle pourrait sans risque simuler la révélation, un tel lieu digne des films d'espionnage ferait parfaitement l'affaire. En jouant, en mimant la scène du dévoilement, moment propice réservé aux intrus ou aux espions mais souvent assortis d'une menace de mort dans les films suscités, on pourrait déceler une volonté, plus ou moins consciente, de signifier que l'on est prêt à montrer, à lever le secret. Nous prenons le simulacre au sens de Baudrillard, c'est-à-dire comme vérité. Pour ce dernier en effet, « le simulacre n'est jamais ce qui cache la vérité – c'est la vérité qui cache qu'il n'y en a pas. Le simulacre est vrai » (Jean Baudrillard, *Simulacres et simulation*, Galilée, Paris, 1981). En ce sens, l'intention des militaires, fondamentalement structurés par le secret, pouvait apparaître comme la *répétition* d'une mise à jour de ce qu'il est interdit de dire ou de montrer d'ordinaire à la société. Ainsi les deux parties de la visite s'articulent-elles à présent de manière plus significatives : à « nous ne pouvons rien vous révéler sur nos activités (et leur impact sanitaire) » qu'exprimait sans ambiguïté le discours vide de la technique dans le contexte du premier laboratoire, « et vous le voyez bien » semblait faire écho la mise en scène du poste de commandement.

Une production mythologique : le simulacre de dévoilement comme mise en scène de la transparence.

Afin de donner à cette non-révélation toute la place qu'elle mérite, car nous pourrions très bien nous en tenir au constat de ce qu'il n'y a (presque) rien à voir, nous poursuivrons notre réflexion dans le sens où Baudrillard a approché justement la question de la représentation. Dans son essai intitulé *Simulacres et simulations*¹ l'auteur distingue quatre situations, quatre cas de l'image. Lorsque celle-ci se présente comme une bonne apparence à celui qui la reçoit, qui la construit, la représentation est de l'ordre du sacrement. Dans le cas où elle est mauvaise apparence, elle est de l'ordre du maléfice. Dans le troisième cas, elle joue à être une apparence, elle est de l'ordre du sortilège. Dans le quatrième, elle n'est plus du tout de l'ordre de l'apparence mais de la simulation. C'est le cas qui, ici, nous intéresse. La

¹ Baudrillard J., *Simulacres et simulations*, Paris, Galilée.

simulation, comme illusion, feint de posséder le sens et la forme de ce qu'elle ne possède pas, ou plutôt devrait-on dire, qu'elle possède en apparence. Le simulacre se présente donc comme la trace – paradoxale - de l'absence. Absence de révélation authentique d'une vérité utile pour saisir et comprendre la nature des activités militaires de la base navale. Réalité de la révélation du centre de commandement secret dont nous pouvons à notre tour témoigner de l'existence et dont le souvenir stimule encore notre imagination. La simulation n'est pas, pour le philosophe, assimilable à la représentation, qui elle, joue le jeu tripartite du signe, du signifié et du signifiant. Le simulacre nie le signe comme valeur opérante. «C'est désormais la carte qui précède le territoire – précession des simulacres » poursuit Baudrillard. En effet, la carte de la mer de la Manche précède – aurait précédé – le territoire réel si une alerte nucléaire avait réellement conduit des militaires à devoir s'enfermer dans ce bunker pour commander la flotte stratégique. La simulation est, pour l'auteur, plus importante et plus « réelle » qu'une fausse représentation : elle n'est pas représentative mais « hyperréalisante ». Elle est métaphore sans référent, suffisante et autosuffisante. De ce point de vue, le simulacre n'est plus un double ou une répétition, il recourt pour lui-même aux mythes fondateurs, au fantasme de l'objectivité (ici, la guerre froide), à la production de réel.

Dans le sillage de Roland Barthes, nous pourrions montrer que ce qui fonctionne, au sein des sociétés contemporaines, comme une machine à simulations, c'est le mythe. Le mythe, simulacre d'existence, s'impose comme principe de réalité. Dans sa préface aux *Mythologies* (1956) il conçoit le mythe non comme objet ou concept à objectiver, mais comme une parole, voire comme un système de communication à part entière. Il s'agirait, en fait, d'un mode de communication et, en ce sens, tout peut être mythe, c'est-à-dire non pas l'objet du message, mais sa forme-même. Ainsi les objets, comme cette salle de commandement secrète, peuvent devenir parole s'ils signifient quelque chose. Que nous dit-elle, au juste ? A un premier niveau, celui du langage, le signifiant « centre de commandement souterrain » produit un signifié « top secret », le signe qui en résulte ressortissant d'un acte *dévoilement*. « Vous voulez nous questionner sur le secret ? Voici ! » semblait dire cette carte grande murale de la mer de la Manche. Cependant, à un second niveau, la désuétude de l'information livrée, ce centre étant aujourd'hui désaffecté, confère à l'acte, par son caractère de simulacre, sa nature mythologique, la signification finale de cette simulation étant : on ne peut rien vous montrer (dire). S'il s'agissait de nous signifier qu'il était possible de nous montrer qu'il n'y avait rien à voir, seul le mythe pouvait transcender absence et présence dans un même mouvement, présence de la trace de l'absence d'un authentique contenu à nous révéler.

Valduc : dans le secret des Dieux

L'usine de Valduc où sont fabriquées et usinées les têtes nucléaires explosives des missiles de défense stratégique est probablement l'établissement le plus sensible du nucléaire militaire en France. Nous eûmes l'occasion de nous y rendre, en groupe de recherche, pour être reçus par le Directeur, un certain Monsieur... Baudrillard (!) accompagné de l'officier de sécurité de l'installation. Le propos fut relativement libre et constructif, contrairement à

l'expérience Cherbourgeoise précédemment citée, probablement à cause du contexte local de crise entre l'établissement et les riverains. Nous reviendrons ici sur ces propos, et en particulier sur ce qui s'est dit dans et autour des discours bien rôdés qui avaient été préparés sur les missions, les activités et leurs impacts sanitaires de ce site de 700 ha perdu au fond quasi-déserte de la Bourgogne (- de 10 hbts/km²). Il s'agit d'une IBN secrète abritant 1000 salariés et environ 300 stagiaires. Comme le souligna d'entrée de jeu son Directeur, « *même si l'on veut rester discret, c'est quand même visible* ». On peut dire que la protection du secret est une activité à *part entière* de Valduc, au moins autant que sa mission première qui est de produire (ou de retraiter) des matières nucléaires pour l'armement, de la conception aux simulations, en passant par la métallurgie et les études techniques. Pour aller à l'essentiel de ce qui nous concerne, cette activité libère, entre autres isotopes radioactifs, un élément particulier, le tritium, qui a pour inconvénient de ne pas être filtrable, contrairement à l'uranium par exemple. Aussi, ce dernier est rejeté dans l'environnement alentour, causant l'inquiétude des populations riveraines. Il existe pourtant bien, dans ce type d'installation, un risque d'accident de criticité – pouvant déclencher une explosion thermonucléaire – mais tout semble remis à la compétence silencieuse d'un pôle spécialisé dans ce type de problème. Il est frappant de constater combien cette question, pourtant légitime lorsqu'il s'agit d'une usine d'armement atomique, fut et reste la grande absente des propos que nous avons entendu, dans et autour du site.

« *On peut passer huit jour à Valduc sans rien voir de secret* » renchérit le Directeur. En effet, si au commencement, c'est-à-dire durant la guerre froide, tout était classé secret défense, jusqu'aux lignes de bus, un travail de discernement a été opéré pour établir différents niveaux de protection concernant l'ensemble des « objets » constituant le site. On entendra souvent la nuance entre *discretion* et *secret*, que l'on retrouve fréquemment dans le discours de sociétés secrètes, laissant entrevoir des « trous » dans le secret, des fenêtres et du jeu dans la construction de la fameuse séparation. Toutefois, comme nous allons le voir, le secret – et ses différents degrés – peut affecter aussi bien un lieu, un bâtiment, un meuble ou une personne. Il existe ainsi un secrétariat spécial appelé « secrétariat K » (on songe bien entendu à Kafka), dont les personnels assermentés endossent une responsabilité pénale en cas de dévoilement, même accidentel. L'entretien se poursuit avec l'officier de sécurité, M. Dormeval, ancien agent du contre-espionnage, pour approfondir le concept de secret défense et son application. La logique générale consiste à considérer le secret comme une *chose* qui se transmet, des salariés de Valduc vers les sous-traitants par exemple. Ils héritent, nous dira-t-on, du « poids du secret » dont ils deviennent « porteurs » à leur tour. On pourrait ainsi imaginer, mais ce n'est qu'une vue de l'esprit, une grande organisation pyramidale avec, à sa tête, le Haut fonctionnaire à la Défense nationale, et ensuite différents étages à géométrie de plus en plus étendue, la tête détenant la totalité, et en bas, chacun ne détenant qu'une infime partie du Secret (il s'agit ici du secret de fabrication de la bombe atomique, recette quasi magique que toutes les Nations techniquement avancées ont cherché à se procurer après 1945).

En réalité le partage du secret procède d'un morcellement complexe à obéissant à une logique de la connaissance, et en particulier le « besoin d'en connaître », c'est-à-dire le fait de

ne connaître que le strict nécessaire et rien que ce qui est nécessaire à l'exercice de l'activité de l'opérateur. L'habilitation, couplée au besoin d'en connaître, est ensuite attribuée pour une durée de cinq ans, après une procédure d'enquête assez poussée auprès des personnes concernées et de leur entourage. On le voit, l'attribution du secret implique d'emblée de nombreux acteurs, qu'ils soient dans ou hors du champ du secret, voire « susceptible » d'y entrer, la sphère du nucléaire consommant à elle seule en France plus de la moitié des enquêtes. En réalité, les « individus à risque » susceptibles d'être intéressés par le secret défense ne sont pas tant des « terroristes potentiels » que nos « ennemis » (économiques) d'aujourd'hui, à savoir nos concurrents des pays voisins. Cet « espionnage noble » voué à la compétition technologique à vocation commerciale constitue donc l'horizon premier de ceux qui entendent préserver la sphère du secret, la question des pays proliférant, comme l'Iran, arrivant en second. Quoi qu'il en soit, il s'agit bien de maîtriser des flux d'information plus que de contenir une connaissance sédimentée et réifiée comme dans la bibliothèque interdite chère à Umberto Eco², ou en d'autre terme de maîtriser un phénomène épidémique. La gestion des traces informatiques par exemple nécessite de recours à des ordinateurs personnels spéciaux, cryptés et, surtout, jamais connectés au réseau mondial. L'introduction de ces barrières du secret, très ritualisée, rivalise toutefois avec le besoin de *partager* l'information au sein d'une communauté (ici de production de la bombe, et de production du secret qui l'entoure) dans un incessant mouvement de voilement/dévoilement, classement/déclassement. Que deviennent les secrets partagés par les retraités, voire les retraités eux-mêmes ? Assurément, « mieux ne vaut pas tout savoir » selon l'affirmation de l'officier de sécurité. Le partage du secret apparaît alors comme un charge, un fardeau, « *un sacré boulet, une catastrophe* » entendra-t-on, et se présente plus sous le jour du risque que de la protection, renversant ainsi la logique de la connaissance ordinaire. « Moins on en sait, mieux on se porte » entend-t-on à Valduc, inversant le propos des riverains pour lesquels la réduction du risque sanitaire est corrélée avec la connaissance délivrée par l'exploitant quant à la nature de son activité : plus on en sait, mieux on se porte.

Pour conclure

Les deux situations, apparemment opposées, auxquelles nous nous trouvâmes confrontés lors de notre visite aux armées finissent par se rejoindre sur un certain nombre de points, ou permettent à tout le moins de montrer l'ambiguïté fondamentale d'un secret qui ne se laisse jamais prendre dans les rets d'une rationalité causaliste et binaire, laquelle nous renverrait à une alternative du type : dire ou ne pas dire. C'est qu'en effet le secret est d'abord cette part voilée, masquée, de l'être sans laquelle il n'est pas : sans lui, pas de sujet, pas de conscience, pas d'institution et certainement pas d'Etat. Le recours au *simulacre* de dévoilement d'une part, pour « dire qu'on ne peut pas dire », comme *l'aveu* de la lourdeur de la tâche qui incombe au porteur du secret d'autre part, sur le ton de la confiance, nous renvoient à la nature éminemment dialectique du secret. On ne peut cacher sans révéler, on ne

² Eco U., *De Bibliotheca*, Paris, Éditions L'échoppe, 2008.

peut dire qu'à mots couverts, entre les lignes (ce que les psychanalystes aiment à nommer *l'inter-dit*). Le secret défense, en tant que secret d'Etat, s'instaure donc entre la plus haute instance politique (Etat) et communautaire (Nation), entre l'appareil censé garantir l'intégrité d'une population, par le recours à des moyens de dissuasion/destruction d'une puissance littéralement métaphysique (note Anders, *Le temps de la fin*), et des citoyens paradoxalement exposés aux effets d'une activité industrielle destinée paradoxalement à produire les moyens de sa protection. Les bonnes volontés pourront toujours en appeler à « plus de transparence », la mise en place d'une structure de concertation telle que la SEIVA autour de l'usine de Valduc n'aura pas eu raison de la crise de confiance. Une même défiance existe à Cherbourg à l'égard des installations nucléaires militaires, mais elle ne fait pas problème dans la mesure où les efforts de la société civile se concentrent depuis trente ans sur les installations civiles (l'usine AREVA de retraitement des déchets en particulier et le centre de stockage de l'ADRA).

La principale erreur produite tant par les institutions militaires que la société est de considérer le secret comme une chose que l'on peut s'approprier et conserver par devers soi. Michel Foucault avait, dans son analyse microphysique du pouvoir, ouvert la voie à une telle critique du pouvoir. Si le secret n'est pas une chose, c'est que nous pouvons le considérer comme un flux permanent qui s'établit en celui qui sait – ou qui est censé savoir – et celui qui ignore, comme une force qui circule et qui relie parce qu'elle divise, qui rassemble parce qu'elle distingue. Il emprunte en cela les logiques du sacré, dont il serait, au fond, une forme profane, ou non religieuse. Dès lors, l'ensemble des parties en jeu construit et reconstruit la relation en permanence, et sur la seule base possible de la *confiance*, puisque le secret en question est légitimé par le rôle protecteur de l'Etat. Si le secret sert à protéger d'autres intérêts, privés ou publics, de politique étrangère et commerciale de l'Etat comme dans l'affaire des frégates impliquant la DCNS, ou encore la possibilité d'exercer une activité industrielle militaire à « moindre coût » (c'est-à-dire par l'externalisation des coûts de contrôle du tritium) comme à Valduc, la seule issue qui s'offre à la société est de mettre en place des instances de *contrôle* de ces institutions par des tiers-institutions dépendant du politique. La mise en œuvre de Haute-autorités indépendantes dans différents domaines (sur le modèle de la Cour des comptes) pourrait répondre à de telles contraintes paradoxales du secret défense – préserver le secret et s'assurer qu'il ne couvre pas d'autres intérêts que l'intérêt général – à la condition qu'elles puissent être contrôlées à leur tour par la société à laquelle elle doivent rendre des comptes.